

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/003750]

5 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par l'Office et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "ONE";

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par l'Office et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 février 2024 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 7 mars 2024 ;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone en date du 12 mars 2024 ;

Vu le "test genre" du 23 février 2024 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension du genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'article 1.1-18 du contrat de gestion de l'ONE visant au renforcement du personnel d'accueil des services d'accueil spécialisé de la petite enfance à dater du 1^{er} janvier 2025, avec adaptation en conséquence de la dotation de l'Office ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 2021 portant approbation du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 8 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.834/4 ;

Vu la décision de la section de législation du Conseil d'État du 8 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, conformément à l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance et de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par "l'Office" et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

" 1^o pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à une unité de seize enfants :

- a) 1 équivalent temps plein directeur ;
- b) 0,5 équivalent temps plein personnel administratif ;
- c) 1,5 équivalent temps plein personnel psycho-médico-social;
- d) 2 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
- e) 12 équivalents temps plein personnel d'accueil, soit au total 17 fonctions à temps plein. "

b) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

" 2^o pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à vingt-quatre enfants :

- a) 1 équivalent temps plein directeur ;
- b) 0,75 équivalent temps plein personnel administratif ;
- c) 2 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
- d) 3 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
- e) 18 équivalents temps plein personnel d'accueil, soit au total 24,75 fonctions à temps plein. "

c) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

" 3^o pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à trente-deux enfants :

- a) 1 équivalent temps plein directeur ;
- b) 1 équivalent temps plein personnel administratif ;
- c) 3 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;
- d) 4 équivalents temps plein personnel d'intendance ;
- e) 22 équivalents temps plein personnel d'accueil, soit au total 31 fonctions à temps plein. "

d) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

" 4^o pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à quarante enfants :

- a) 1 équivalent temps plein directeur ;
- b) 1,25 équivalent temps plein personnel administratif ;

c) 4 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;

d) 5 équivalents temps plein personnel d'intendance ;

e) 28,5 équivalents temps plein personnel d'accueil,
soit au total 39,75 fonctions à temps plein. " ;

e) le 5° est remplacé par ce qui suit :

" 5° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à quarante-huit enfants,

a) 1 équivalent temps plein directeur ;

b) 1,50 équivalent temps plein personnel administratif ;

c) 4,5 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;

d) 6 équivalents temps plein personnel d'intendance ;

e) 32,5 équivalents temps plein personnel d'accueil,
soit au total 45,5 fonctions à temps plein. " ;

f) le 6° est remplacé par ce qui suit :

" 6° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à cinquante-six enfants :

a) 1 équivalent temps plein directeur ;

b) 1,75 équivalent temps plein personnel administratif ;

c) 5,5 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;

d) 7 équivalents temps plein personnel d'intendance ;

e) 39 équivalents temps plein personnel d'accueil,
soit au total 54,25 fonctions à temps plein. " ;

g) le 7° est remplacé par ce qui suit :

" 7° pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à soixante-quatre enfants,

a) 1 équivalent temps plein directeur ;

b) 2 équivalents temps plein personnel administratif ;

c) 6 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social ;

d) 8 équivalents temps plein personnel d'intendance ;

e) 43 équivalents temps plein personnel d'accueil ;

f) 1 équivalent temps plein gradué ou un licencié chargé de la coordination,
soit au total 61 fonctions à temps plein. "

Art. 2. L'article 36, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit : " Pour la justification des frais de personnel, les dépenses relatives à l'ensemble des fonctions reprises à l'article 10 sont admissibles, en ce compris celles relatives au personnel surnuméraire aux normes, pour autant que le personnel justifie d'une qualification visée à l'article 11 ».

Art. 3. Le Chapitre VIII " Financement » du même arrêté est remplacé par le Chapitre VIII " Financement » telle que rédigé comme suit :

" Section I^{re} : Sources

Sous-section I^{re}. — l'Office

Art. 27. § 1^{er} Le service reçoit une subvention provisionnelle pour ses frais de personnel et pour ses frais de fonctionnement dont les montants sont déterminés par l'Office pour une période comprise entre la date de l'agrément et la fin des trois années civiles suivantes et ensuite, pour chaque période de trois ans. Pour les services existant à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté, la première période de triennat commencera au 1^{er} janvier 2025.

Les subventions provisionnelles sont liquidées à raison d'un douzième par mois.

La période triennale d'un nouveau service agréé au sein d'un pouvoir organisateur s'aligne sur la période triennale en cours pour l'ensemble des autres services agréés de ce pouvoir organisateur. La première période triennale du nouveau service agréé peut donc être raccourcie afin de s'aligner sur la période triennale des autres services agréés de ce pouvoir organisateur.

§ 2. L'Office prend en charge les subventions afférentes à la surveillance médicale préventive des enfants visés à l'article 9, 13°, b).

§ 3. Pour chaque exercice comptable, l'Office détermine les montants des subventions définitives sur la base des pièces justificatives par lesquelles le service établit les montants de ses dépenses effectives. A l'exception des charges visées à l'article 38, alinéa 1^{er}, 2° à 5°, seules les charges relatives à des frais exposés et payés pour l'exercice comptable concerné peuvent justifier l'utilisation des subventions.

§ 4. En cas de désaccord sur le montant d'une subvention, la direction du service dispose d'un délai de deux mois à partir de la notification du montant concerné pour adresser un recours motivé par courrier recommandé auprès de l'Office.

L'Office communique sa décision dans les deux mois de la réception du recours.

En l'absence de recours dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la décision de l'Office acquiert un caractère définitif, sauf s'il est établi qu'une erreur est imputable à l'Office et que la correction de cette erreur est favorable au service.

Art. 28. § 1^{er}. Les frais d'hospitalisation inférieurs à 728,43 EUR pour une même intervention et les frais relatifs à des frais de consultation de médecins généralistes ou spécialistes sont remboursés par l'Office.

Les frais d'hospitalisation visés à l'alinéa 1^{er} sont remboursés à concurrence du prix du séjour en chambre commune, sauf circonstances spéciales justifiant le séjour en chambre individuelle. Les frais d'accompagnement ne sont pris en charge que si leur nécessité est établie par un certificat médical.

§ 2. Sont remboursés par l'Office :

1° les soins de santé ou la fourniture de produits pharmaceutiques exceptionnels notamment par leur coût, leur fréquence et leur durée ;

2° les frais de transport en ambulance et les frais d'hospitalisation dépassant 728,43 EUR ;

3° les traitements paramédicaux et psychothérapeutiques ou les traitements non prévus par la nomenclature des soins de santé limités aux montants suivants :

a) 32,50 EUR par séance de psychothérapie ou de psychomotricité relationnelle ;

b) 21,66 EUR par séance de psychomotricité ;

c) 18,05 EUR par séance chez une pédicure ou un podologue ;

4° les frais d'orthèses, d'achat de matériel fourni par les bandagistes ou les orthopédistes et de prothèses, à l'exception des lentilles ;

5° les frais pour l'achat de monture de lunettes limitée à 144,46 EUR.

§ 3. Les dépenses visées aux §§ 1^{er} et 2 requièrent la production d'une facture ou de tout autre document probant.

Ces documents sont admissibles à concurrence des montants et selon les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance maladie-invalidité, sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur.

§ 4. Pour pouvoir être admissibles, les dépenses visées au § 2 doivent avoir été autorisées préalablement par l'Office sauf en cas d'hospitalisation en urgence. L'Office notifie au service sa décision quant à l'admissibilité ou non de ces dépenses.

L'admissibilité de ces dépenses requiert la prise en charge de l'enfant dans le service agréé.

La demande d'admissibilité de ces dépenses comporte le certificat médical et les informations nécessaires quant au montant prévu des frais, au nombre et au coût des séances de soins, à la période, la durée et le début des prestations ainsi qu'à l'identité professionnelle du thérapeute.

S'il échet, le certificat mentionne le caractère indispensable du transport en ambulance.

§ 5. Les dépenses visées aux §§ 1^{er} et 2 ne sont pas admissibles :

1° si une personne physique ou morale est tenue légalement, conventionnellement ou en vertu d'une décision judiciaire au paiement ou au remboursement de ces frais ;

2° si les frais exposés résultent d'un fait couvert par un contrat d'assurance ; en cas de franchise, les montants non couverts par celle-ci peuvent être pris en charge ;

3° si les frais exposés résultent d'une faute volontaire d'un membre du personnel du service.

§ 6. Au cas où une personne physique ou morale peut être tenue, même partiellement, au remboursement des frais visés aux §§ 1^{er} et 2 ou lorsque des subsides couvrants ceux-ci peuvent être obtenus auprès d'autres personnes morales de droit public, la demande d'admissibilité relative à ces dépenses indique les démarches effectuées en vue d'obtenir ce remboursement. Le résultat des démarches est communiqué à l'Office.

Sous-section II. — Pouvoir public ou organisme public

Art. 29. § 1^{er}. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'autorité mandante confie un enfant à un service autorisé, agréé ou à un milieu organisé par l'Office, il intervient à concurrence du taux journalier de 176,45 EUR indexable, comprenant les frais d'entretien de l'enfant.

§ 2. Les montants versés par un pouvoir public ou un organisme public sont déduits du montant des subventions octroyées par l'Office lorsque la prise en charge est réalisée dans la capacité agréée.

§ 3. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'autorité mandante confie un enfant à un service autorisé ou agréé, il supporte les frais médicaux exceptionnels, paramédicaux, psychothérapeutiques, d'orthèses, d'achat de matériel fourni par les bandagistes ou les orthopédistes et de prothèses.

Sous-section III. — Les parents

Art. 30. Pour toutes les prises en charge visées à l'article 3, § 3, 1°, le service agréé ou le milieu organisé par l'Office demande aux parents une participation financière par journée d'hébergement, sauf lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre qu'une autorité mandante ou l'Office prend en charge la totalité des frais d'entretien.

La participation financière par journée d'hébergement est fixée conformément aux dispositions du chapitre II du Titre IV de l'arrêté du 02 mai 2019 du Gouvernement de la Communauté française fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co) accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s. ».

Section II. — Modalités d'octroi des subventions octroyées par l'Office

Art. 31. § 1^{er}. Les subventions visées à l'article 27 sont octroyées au service agréé pour autant que le taux d'occupation soit en moyenne supérieur ou égal à 90 % de la capacité agréée sur les trois années de la période triennale. A défaut, le montant des subventions triennales peut être diminué au prorata de la différence entre le pourcentage du taux d'occupation réalisé et 90 % de la capacité agréée.

§ 2. Le service agréé ayant un taux d'occupation inférieur à 90 % transmet les éléments de justification à l'Office et au Comité d'accompagnement qui les examine. Après avoir reçu l'avis du Comité d'accompagnement visé à l'article 21, l'Office peut diminuer les subventions du service à due concurrence.

Section III. — Subvention pour frais de personnel

Art. 32. § 1^{er} Le montant de la subvention provisionnelle pour frais de personnel est déterminé sur la base de la masse salariale globale, à savoir le total des rémunérations brutes calculé sur la base des éléments suivants :

1° les normes d'encadrement telles que visées à l'article 10 ;

2° les échelles barémiques de la Commission paritaire 319.02 selon les fonctions visées à l'article 10, à savoir :

- personnel de Direction : barème de Licencié Directeur ;
- personnel administratif : barème de Rédacteur ;
- personnel psycho-médico-social : barème de Bachelier ;
- personnel d'intendance : barème de personnel technique ;
- personnel d'accueil : barème Educateur classe 2A ;
- personnel de coordination : barème de Licencié Directeur ;

3° les normes de calcul de l'ancienneté pécuniaire fixée à l'article 35 ;

4° l'évolution de l'ancienneté moyenne du personnel correspondant aux normes au cadre subventionné du service, cette évolution ne pouvant excéder, pour chaque triennat, trois ans à la hausse.

§ 2. Le montant obtenu en application du paragraphe 1^{er} est majoré d'un pourcentage de 61,89% pour couvrir les charges patronales légales et autres avantages complémentaires légaux.

§ 3. L'Office déduit de ses subventions, selon les modalités qu'il détermine, l'équivalent des aides à l'emploi régionales dont le service bénéficie pour son personnel faisant partie des normes d'encadrement visées à l'article 10.

Le personnel sous statut Maribel social ne peut faire partie des normes d'encadrement subventionnées par l'Office.

Art. 33. Au plus tard le 31 janvier qui précède la fin du triennat, la direction du service transmet à l'Office, selon les modalités que celui-ci détermine, les données utiles à la détermination du montant de la subvention provisionnelle pour les frais de personnel pour le triennat suivant.

Avant le début du triennat, sous réserve qu'il dispose de toutes les informations nécessaires au calcul, l'Office procède au calcul de la subvention provisionnelle pour le triennat suivant et en informe le service dans les meilleurs délais.

Les membres du personnel pris en considération pour le calcul de la subvention provisionnelle sont les titulaires des emplois répondant aux normes d'encadrement visées à l'article 10 inscrits au registre du personnel le 31 décembre de la seconde année du triennat précédant celui pour lequel la subvention est calculée.

Est titulaire d'un emploi répondant aux normes et fonctions de l'article 10 la personne engagée pour occuper cet emploi même si elle est temporairement absente.

La subvention provisionnelle est établie sur la base de l'ancienneté du personnel acquise le 1^{er} juillet de la seconde année du triennat pour lequel la subvention est calculée.

Lorsqu'un emploi du cadre subventionné est vacant, il est subventionné sur la base de l'échelle barémique correspondant à une ancienneté de 5 ans.

Art. 34. En cas de modification du nombre de prises en charges subventionnées, la subvention provisionnelle pour frais de personnel allouée au service est adaptée à partir de la date d'entrée en vigueur de cette modification.

Art. 35. Pour le calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel, l'ancienneté pécuniaire est déterminée conformément aux normes suivantes :

1° sauf pour le personnel administratif et d'intendance visé à l'article 10, l'ancienneté équivaut aux prestations antérieures effectives ou légalement assimilées, effectuées chez un employeur agréé ou reconnu par un pouvoir public dans le cadre d'activités principalement destinées aux enfants et aux jeunes ;

2° pour le personnel administratif et d'intendance visé à l'article 10, l'ancienneté équivaut à l'ensemble des prestations antérieures effectives chez tout employeur dans une fonction équivalente ;

3° la totalité de l'ancienneté est maintenue à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade, de changement de fonction ou de service, sauf lorsque le membre du personnel accède à une fonction autre qu'administrative ou d'intendance après avoir exercé une telle fonction ;

4° les mois civils dont les jours ouvrables ne sont pas complètement couverts par les prestations déterminées en fonction d'un ou plusieurs contrats de travail ne sont pas pris en considération ;

5° il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois complet de prestations, quel que soit le régime horaire presté ;

6° les périodes de crédits-temps à temps plein sont, à concurrence de maximum un an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté ;

7° les périodes de congés sans solde sont, à concurrence de maximum quinze jours par an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté ;

8° l'attestation de l'employeur précédent précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations et l'horaire hebdomadaire presté constitue le document requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées.

Art. 36. Pour la justification des frais de personnel, les dépenses relatives à l'ensemble des fonctions reprises à l'article 10 sont admissibles, en ce compris celles relatives au personnel surnuméraire aux normes, pour autant que le personnel justifie d'une qualification visée à l'article 11.

Ces dépenses admissibles sont les suivantes :

1° le paiement des rémunérations et avantages calculés suivant les échelles barémiques déterminées sur la base des réglementations et des conventions collectives de travail applicables dans le cadre de la sous-commission paritaire relative aux établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en ce compris l'ancienneté pécuniaire calculée sur la base des normes de l'article 35 ;

2° le paiement des charges patronales légales et obligatoires afférentes aux rémunérations ainsi que le paiement de l'assurance-loi ;

3° le paiement des charges de pécules de vacances simples et doubles, afférentes à l'année précédant l'exercice comptable concerné ; en cas de cessation définitive des activités du service, les charges de pécules afférentes à l'année de cessation sont prises en considération pour le calcul de la subvention définitive de l'année de cessation ;

4° l'octroi d'avantages complémentaires en vertu des conventions collectives de travail de la sous-commission paritaire précitée ;

5° lorsque le pouvoir organisateur est une personne morale de droit public, les rémunérations et avantages complémentaires prévus par le régime général applicable à l'ensemble du personnel sous statut de l'entité ;

6° le paiement des charges de préavis, prestés ou non, à concurrence de la durée prévue dans le cadre de la sous-commission paritaire précitée ou par le statut du pouvoir organisateur lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit public, sauf en cas de cessation définitive des activités du service due à la faute du pouvoir organisateur ou de la direction :

a) lorsque la durée du préavis est prolongée par la juridiction compétente, consécutivement à un recours du membre du personnel, l'Office décide si tout ou partie des coûts supplémentaires décidés par la juridiction précitée sont pris en considération ;

b) lorsqu'il est donné pour cause de cessation définitive des activités du service, le préavis n'est pris en considération que s'il est presté jusqu'à la fin des activités ;

c) en cas de retrait de l'agrément par l'Office, la subvention définitive est adaptée pour couvrir le paiement des préavis supportés par le service après la fin de l'agrément, à condition que l'utilisation conforme de la subvention définitive soit garantie et après déduction des montants indus, le cas échéant ; dans le cas où une utilisation non conforme de la subvention est constatée, le montant payé pour couvrir le paiement des préavis peut être récupéré sur les fonds propres ;

7° le paiement des prestations administratives et comptables visées aux 10°, 11°, 12° et 14° de l'article 38, dans les limites fixées par ces dispositions, si ces prestations ne sont pas reprises pour justifier la subvention pour frais de fonctionnement ;

8° le paiement de l'indemnité de prépension ;

9° les charges de personnel afférentes aux emplois occupés dans le cadre des programmes fédéraux et régionaux d'aide à l'emploi ;

10° les prestations de travailleurs intérimaires ;

11° la partie des rémunérations et charges relatives aux membres du personnel hors cadre agréé, le cas échéant déduction faite d'un autre financement.

Section IV. — La subvention pour frais de fonctionnement

Art. 37. Le service agréé reçoit de l'Office la subvention visée à l'article 27 pour frais de fonctionnement d'un montant de 8.293,07 EUR indexable par prise en charge subventionnée.

En cas d'augmentation ou de diminution de la capacité agréée en cours de triennat, la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est adaptée à la date de la modification.

Art. 38. Les dépenses qui permettent de justifier la subvention pour frais de fonctionnement sont les suivantes :

1° les frais d'occupation des immeubles, notamment les loyers dont les baux sont enregistrés et payés à des tiers, les charges locatives payées à des tiers, les frais de sécurité incendie, les frais de déménagement et les frais de surveillance ;

2° lorsque le pouvoir organisateur est propriétaire des immeubles qu'il occupe ou bénéficie d'un droit réel d'au moins 27 ans, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente à ces immeubles, dont le taux d'amortissement est fixé à 3,33 % ;

3° lorsque le pouvoir organisateur dispose d'un bail d'une durée au moins équivalente à la durée des amortissements, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux gros travaux, dont le taux d'amortissement est fixé à 10 ou 6,66 % ;

4° la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux mobiliers, matériels et autres équipements, dont le taux d'amortissement est fixé à 20 % pour la matériel fixe et roulant, pour le mobilier et le matériel de bureau et à 33,33 % pour les matériels informatiques ;

5° la dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles afférente aux brevets et licences informatiques, dont le taux d'amortissement est fixé à 33,33 % ;

6° les frais d'entretien des locaux et de leur contenu, en ce compris les frais liés aux petits travaux d'entretien, ainsi que les frais de buanderie, literie et de lingerie ;

7° les frais d'eau, d'énergie et de combustibles ;

8° les frais d'administration exposés dans le cadre des obligations réglementaires applicables, à l'exception des amendes, intérêts de retard, majorations et frais de rappel sauf dérogation accordée par l'Office ;

9° les frais d'assurances non relatives au personnel, notamment les assurances incendie, vol, responsabilité civile, véhicules, matériel de bureau et informatique, défense en justice ;

10° les honoraires et frais d'avocats, d'experts et d'huissiers de justice, exposés pour la défense en justice des membres du personnel et du pouvoir organisateur, dans le cadre de procédures les opposant aux bénéficiaires du service ;

11° les honoraires de vérification ou de certification des comptes annuels, découlant de l'application de l'article 12,2° ;

12° les honoraires afférents à des tâches administratives et comptables nécessaires au bon fonctionnement du service ou au respect des conditions d'agrément ;

13° les montants payés aux agences locales pour l'emploi et aux entreprises de travail intérimaire pour des tâches ponctuelles qui ne relèvent pas des tâches des membres du personnel du cadre agréé ;

14° les frais de secrétariat social, à savoir les frais liés au calcul des salaires, aux formalités liées au paiement des salaires et à accomplir dans le cadre de la législation sociale et fiscale, au soutien logistique et juridique ;

15° les cotisations payées aux organisations représentatives des services, à concurrence d'un montant maximum de 187,75 euros par pouvoir organisateur, par an et par équivalent temps plein pris en considération pour le calcul des subventions provisionnelles du service ;

16° les frais de formation continue et de supervision du personnel du service, correspondant, pour ce qui concerne la formation continue, soit à des formations de spécialisation en rapport avec la fonction occupée et le niveau de celle-ci, soit à des participations à des colloques, conférences, congrès, séminaires et journées d'études et ce, à concurrence de maximum 20 % de la subvention annuelle pour frais de fonctionnement ;

17° les frais de déplacements de service et de missions du personnel, des superviseurs et formateurs, en Belgique ou dans les pays limitrophes, sur la base du montant par kilomètre applicable aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française. Les frais de déplacement à l'étranger sont subordonnés à l'accord de l'Office. Cet accord peut être annuel, de principe, et concerner un ensemble de dépenses ;

18° les frais d'annonces, de publicités et de documentation, dont ceux liés à l'accueil des jeunes et de leurs proches ;

19° les frais liés à l'utilisation des véhicules, y inclus l'assurance omnium missions et, s'il échet, le surcoût afférent à l'assurance responsabilité civile véhicule lorsqu'il y a usage professionnel ;

20° les frais d'évacuation des déchets ;

21° les frais de matériel destiné aux activités psycho-sociales et éducatives ;

22° les frais bancaires et les charges d'emprunt nécessaires au bon fonctionnement du service, dans le cadre de son agrément ;

23° les taxes et impôts directs et indirects liés à l'activité du service dans le cadre de son agrément ;

24° les frais de représentation, à concurrence de maximum 1529,93 euros par service ;

25° les frais d'interprétariat qui ne sont pas pris en charge par un autre pouvoir subsidiant.

Les facturations internes portant sur des frais d'administration visés à l'alinéa 1^{er}, 8°, sont acceptées, lorsque le pouvoir organisateur est une personne morale de droit public, à concurrence de maximum un équivalent temps plein de directeur avec cinq ans d'ancienneté prévu par les normes d'effectif applicables au service et non occupé.

Les facturations internes portant sur des honoraires afférents à des tâches administratives et comptables visés à l'alinéa 1^{er}, 12°, sont acceptées à concurrence au maximum d'un montant annuel :

1° de 18.359,10 euros pour un cadre agréé de moins de 16 équivalents temps plein ;

2° de 30.598,50 euros pour un cadré agréé d'au moins 16 équivalents temps plein.

Les facturations internes portant sur des frais de secrétariat social visés à l'alinéa 1^{er}, 14°, sont acceptées sans taxe sur la valeur ajoutée.

Section V. — La subvention définitive

Art. 39. § 1^{er}. La subvention définitive est déterminée par l'Office à l'issue du triennat après analyse de la justification des frais de personnel et des frais de fonctionnement.

§ 2. Si le montant cumulé des frais admissibles de personnel et des frais admissibles de fonctionnement est inférieur au montant de la subvention cumulée pour les frais de personnel et les frais de fonctionnement, l'Office procède à la récupération des montants non justifiés par déduction sur les avances du prochain triennat.

Lorsque l'Office récupère les montants indus, la direction du service peut solliciter la révision du montant ou les délais de récupération par courrier recommandé dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision de l'Office.

En cas de refus, l'Office motive sa décision.

La récupération des montants indus est suspendue jusqu'à l'expiration du délai de recours ou jusqu'à la décision de l'ONE relative à ce recours.

La direction informe les représentants des travailleurs de la notification de l'Office relative à la récupération des montants indus dans le mois de sa réception.

§ 3. En aucun cas, les subventions allouées ne peuvent être incluses dans les fonds propres du service.

§ 4. Les moyens financiers que le service obtient, sur la base des missions pour lesquelles le service est agréé, autrement que par les subventions visées par le présent arrêté ou par une autre réglementation, sont utilisés pour la mise en œuvre de ses missions.

La destination des moyens financiers visés à l'alinéa 1^{er} est vérifiée par l'Office.

§ 5. En cas de financement par un autre pouvoir subsidiant, une même charge ne peut justifier l'utilisation de plusieurs subventions.

§ 6. En cas de cessation d'activité d'un service, l'éventuelle récupération des montants non justifiés se fait immédiatement par demande de remboursement.

Section VI. — Indexations

Art. 40. § 1^{er}. La subvention pour frais de personnel visée à l'article 32 est indexée conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, telle que modifiée.

Le montant de cette subvention est lié à l'indice-pivot 125,60 correspondant à la base 100 en 2013.

§ 2. La subvention pour frais de fonctionnement visée à l'article 37, et les montants indexables visés à l'article 38 sont indexés annuellement conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée.

Le montant de cette subvention est lié à l'indice-pivot 125,60 correspondant à la base 100 en 2013.

§ 3. Les montants visés à l'article 28 sont majorés de 2 % lors de chaque nouvelle indexation intervenant après le 1^{er} janvier 2024. Les dates des indexations sont déterminées en application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée ;

§ 4. Les montants visés à l'article 29 sont indexés conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 125,60 correspondant à la base 100 en 2013. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2023.

Bruxelles, le 5 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations Internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B.LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003750]

5 APRIL 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de "Dienst" en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2022 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.";

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de "Dienst" en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 21 februari 2024;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 februari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 maart 2024;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 12 maart 2024;

Gelet op de "gendertest" van 23 februari 2024 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op artikel 1.1-18 van het beheerscontract van ONE, dat tot doel heeft het aantal personeelsleden in gespecialiseerde kinderopvangdiensten vanaf 1 januari 2025 te verhogen, met aanpassing als gevolg van de dotatie aan de Dienst;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juni 2021 tot goedkeuring van de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2021-2025;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 8 maart 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.834/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van de Raad van State van 8 maart 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Kind en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. - In artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de "Dienst" en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1^o wordt vervangen als volgt :

"1^o voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd, overeenkomstig artikel 5, op één eenheid van zestien kinderen :

a) 1 voltijds equivalent directeur ;

b) 0,5 voltijds equivalent administratief personeel ;

- c) 1,5 voltijds equivalent psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 2 voltijdse equivalenten intendance-personeel ;
- e) 12 voltijdse equivalenten opvangpersoneel, d.w.z. in totaal 17 voltijdse ambten”;
- b) 2° wordt vervangen als volgt :

”2° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd, overeenkomstig artikel 5, op vierentwintig kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur ;
- b) 0,75 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 2 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 3 voltijdse equivalenten intendance-personeel;
- e) 18 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,
d.w.z. in totaal 24,75 voltijdse functies. ” ;
- c) 3° wordt vervangen als volgt :

”3° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd, overeenkomstig artikel 5, op tweeëndertig kinderen:

- a) 1 voltijds equivalent directeur ;
- b) 1 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 3 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 4 voltijdse equivalenten intendance-personeel;
- e) 22 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,
d.w.z. in totaal 31 voltijdse functies. ” ;
- d) 4° wordt vervangen als volgt :

”4° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd, overeenkomstig artikel 5, op veertig kinderen:

- a) 1 voltijds equivalent directeur ;
- b) 1,25 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 4 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 5 voltijdse equivalenten intendance-personeel;
- e) 28,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,
d.w.z. in totaal 39,75 voltijdse functies. ” ;
- e) 5° wordt vervangen als volgt :

”5° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd, overeenkomstig artikel 5, op achtenveertig kinderen,

- a) 1 voltijds equivalent directeur ;
- b) 1,50 voltijds equivalent administratief personeel ;
- c) 4,5 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 6 voltijdse equivalenten intendance-personeel;
- e) 32,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;
d.w.z. in totaal 45,5 voltijdse functies. ” ;
- f) 6° wordt vervangen als volgt :

”6° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd, overeenkomstig artikel 5, op zesenvijftig kinderen:

- a) 1 voltijds equivalent directeur ;
- b) 1,75 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 5,5 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 7 voltijdse equivalenten intendance-personeel;
- e) 39 voltijdse equivalenten opvangpersoneel,
d.w.z. in totaal 54,25 voltijdse functies. ” ;
- g) 7° wordt vervangen als volgt :

”7° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd, overeenkomstig artikel 5, op vierenzestig kinderen,

- a) 1 voltijds equivalent directeur ;
- b) 2 voltijdse equivalenten administratief personeel ;
- c) 6 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 8 voltijdse equivalenten intendancepersoneel;
- e) 43 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;
- f) 1 voltijds equivalent houder van een graduaat of een licentiaat belast met de coördinatie,
d.w.z. in totaal 61 voltijdse functies. ”.

Art. 2. Artikel 36, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Voor de verantwoording van de personeelskosten komen in aanmerking de uitgaven betreffende alle ambten bedoeld in artikel 10, met inbegrip van de uitgaven die betrekking hebben op het boventallig personeel overeenkomstig de normen, op voorwaarde dat het personeel het bewijs levert van een kwalificatie bedoeld in artikel 11".

Art. 3. Hoofdstuk VIII "Financiering" van hetzelfde besluit wordt vervangen door hoofdstuk VIII "Financiering", dat als volgt luidt :

"Afdeling I : Bronnen

Onderafdeling I. — De Dienst

Art. 27. § 1. De dienst ontvangt een provisionele subsidie voor zijn personeels- en werkingskosten, waarvan de bedragen door de Dienst worden vastgesteld voor een periode tussen de datum van erkenning en het einde van de volgende drie kalenderjaren, en daarna voor elke periode van drie jaar. Voor diensten die bestaan op de datum waarop het besluit in werking treedt, begint de eerste periode van drie jaar op 1 januari 2025.

Voorlopige subsidies worden vereffend op basis van een twaalfde per maand.

De periode van drie jaar voor een nieuwe erkende dienst binnen een inrichtende macht wordt afgestemd op de huidige periode van drie jaar voor alle andere erkende diensten van deze inrichtende macht. De eerste periode van drie jaar van de nieuwe erkende dienst kan daarom worden ingekort om deze in overeenstemming te brengen met de periode van drie jaar van de andere erkende diensten van deze inrichtende macht.

§ 2. De Dienst neemt de subsidies met betrekking tot het preventief medisch toezicht op de kinderen bedoeld in artikel 9, 13°, b) ten laste.

§ 3. Voor elk boekjaar bepaalt de Dienst de bedragen van de definitieve subsidies op basis van de bewijsstukken waarmee de dienst de bedragen van zijn werkelijke uitgaven vaststelt. Met uitzondering van de lasten bedoeld in artikel 38, eerste lid, 2° tot 5°, kunnen enkel de lasten die betrekking hebben op de voor het betrokken boekjaar gemaakte en betaalde kosten het gebruik van subsidies rechtvaardigen.

§ 4. Bij onenigheid over het bedrag van een subsidie heeft de directie van de dienst twee maanden de tijd, te rekenen vanaf de kennisgeving van het betrokken bedrag, om een gemotiveerd beroep per aangetekende post bij de Dienst in te dienen.

De Dienst zal zijn beslissing binnen twee maanden na ontvangst van het beroep meedelen.

Indien binnen de termijn bedoeld in het eerste lid geen beroep wordt ingesteld, wordt de beslissing van de Dienst definitief, tenzij wordt vastgesteld dat de Dienst een fout heeft gemaakt en dat de verbetering van deze fout gunstig is voor de dienst.

Art. 28. § 1. De kostprijzen van een ziekenhuisopname van minder dan 728,43 euro voor eenzelfde operatie en de kosten voor de raadpleging van huisartsen of artsen-specialisten worden door de Dienst terugbetaald.

De kostprijzen van een ziekenhuisopname bedoeld in het eerste lid worden terugbetaald ten belope van de verblijfprijs in een gemeenschappelijke kamer, behalve in bijzondere omstandigheden die een verblijf in een eenpersoonskamer rechtvaardigen. De begeleidingskosten worden alleen ten laste genomen als dit wordt aangetoond door een medisch attest.

§ 2. Worden terugbetaald door de Dienst :

1° de gezondheidszorg of de levering van farmaceutische producten die uitzonderlijk zijn in termen van kosten, frequentie en duur ;

2° de kostprijs van het ziekenvervoer en de kostprijs van de ziekenhuisopname van meer dan 728,43 euro;

3° paramedische en psychotherapeutische behandelingen of behandelingen waarin de nomenclatuur van de gezondheidszorg niet voorziet, beperkt tot de volgende bedragen:

a) 32,50 euro per behandeling van psychotherapie of relationele psychomotoriek ;

b) 21,66 euro per behandeling van psychomotoriek ;

c) 18,05 euro per behandeling bij een pedicure of een podoloog ;

4° de kosten van orthesen, de aankoop van materiaal geleverd door bandagisten of orthopedisten en prothesen, met uitzondering van contactlenzen;

5° de kosten voor de aankoop van brillmonturen, beperkt tot 144,46 euro.

§ 3. Voor de uitgaven bedoeld in §§ 1 en 2 moet een factuur of een ander bewijsstuk worden overgelegd.

Deze documenten zijn ontvankelijk tot de bedragen en onder de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot ziekte- en invaliditeitsverzekering, onder voorbehoud van aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling.

§ 4. Om in aanmerking te komen moeten de uitgaven bedoeld in § 2 vooraf door de Dienst worden goedgekeurd, behalve in het geval van een dringende ziekenhuisopname. De Dienst zal de dienst op de hoogte stellen van zijn beslissing of deze kosten al dan niet subsidiabel zijn.

Om in aanmerking te komen voor deze uitgaven moet het kind door de erkende dienst opgenomen zijn.

De aanvraag om in aanmerking te komen voor deze uitgaven bevat het medisch attest en de nodige informatie over het verwachte bedrag van de kosten, het aantal en de kosten van de zorgbehandelingen, de periode, duur en aanvang van de prestaties en de professionele identiteit van de therapeut.

Indien nodig zal het attest vermelden dat het ziekenvervoer noodzakelijk is.

§ 5. De uitgaven bedoeld in §§ 1 en 2 komen niet in aanmerking voor subsidies :

1° indien een natuurlijke of rechtspersoon krachtens de wet, een overeenkomst of een gerechtelijke beslissing verplicht is om deze kosten te betalen of terug te betalen;

2° als de gemaakte kosten het gevolg zijn van een gebeurtenis die door een verzekeringscontract wordt gedekt; als er een eigen risico is, kunnen de bedragen die niet door het eigen risico worden gedekt, worden terugbetaald;

3° indien de gemaakte kosten het gevolg zijn van een opzettelijke fout van een personeelslid van de dienst.

§ 6. Wanneer een natuurlijke of rechtspersoon, zelfs gedeeltelijk, verplicht kan worden de kosten bedoeld in §§ 1 en 2 terug te betalen of wanneer subsidies ter dekking van deze kosten van andere publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen worden verkregen, vermeldt de aanvraag voor subsidiabiliteit met betrekking tot deze kosten de stappen die zijn ondernomen met het oog op het verkrijgen van deze terugbetaling. De resultaten van deze stappen worden aan de Dienst meegedeeld.

Onderafdeling II. — Overheid of openbare instelling

Art. 29. § 1. Wanneer een andere overheid of openbare instelling dan de opdrachtgevende overheid een kind toevertrouwt aan een toegelaten, erkende dienst of een door de Dienst georganiseerde instelling, draagt zij bij tot het indexeerbare dagtarief van 176,45 euro, inclusief de onderhoudskosten van het kind.

§ 2. Bedragen betaald door een overheid of een openbare instelling worden in mindering gebracht op het bedrag van de door de Dienst toegekende subsidies wanneer de opname in de erkende capaciteit gebeurt.

§ 3. Wanneer een andere overheid of openbare instelling dan de opdrachtgevende overheid een kind toevertrouwt aan een erkende of toegelaten dienst, betaalt zij de uitzonderlijke medische kosten, de paramedische, psychotherapeutische, orthopedische kosten en de aankoop van het materieel geleverd door bandagisten of orthopedisten en de prothesen.

Onderafdeling III. — De ouders

Art. 30. Voor elke opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 1^o vraagt de erkende dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst de ouders een financiële bijdrage per verblijfsdag, behalve wanneer een andere overheid of een andere openbare instelling dan de opdrachtgevende overheid of de Dienst het geheel van de onderhoudskosten ten laste nemen.

De financiële bijdrage per verblijfsdag wordt vastgesteld in overeenstemming met de bepalingen van hoofdstuk II van Titel IV van het besluit van 02 mei 2019 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders.”.

Afdeling II. — Nadere regels voor de toekenning van subsidies toegekend door de Dienst

Art. 31. § 1. De subsidies bedoeld in artikel 27 worden toegekend aan de erkende dienst op voorwaarde dat de bezettingsgraad gemiddeld hoger is dan of gelijk is aan 90% van de erkende capaciteit over de drie jaren van de periode van drie jaar. Als dit niet het geval is, kan het bedrag van de driejarige subsidies verlaagd worden in verhouding tot het verschil tussen het percentage van de gerealiseerde bezettingsgraad en 90% van de erkende capaciteit.

§ 2. De erkende dienst met een bezettingsgraad van minder dan 90% stuurt de bewijsstukken naar de Dienst en het Begeleidingscomité, dat ze onderzoekt. Na ontvangst van het advies van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 21 kan de Dienst de subsidies van de dienst tot een passende beloop verlagen.

Afdeling III. — Subsidie voor personeelskosten

Art. 32. § 1. Het bedrag van de provisionele subsidie voor personeelskosten wordt vastgesteld op basis van de totale loonsom, d.w.z. het totale brutoloon berekend op basis van de volgende elementen :

1^o de personeelsnormen zoals bedoeld in artikel 10 ;

2^o de weddeschalen van de paritaire commissie 319.02 afhankelijk van de ambten bedoeld in artikel 10, namelijk :

- leidinggevend personeel: barema van Licentiaat Directeur ;
- administratief personeel : barema van redacteur ;
- psycho-medico-sociaal personeel : barema van bachelor ;
- intendance personeel : barema van technisch personeel ;
- onthaalpersoneel : barema van Opvoeder klasse 2A ;
- coördinerend personeel : barema van licentiaat directeur ;

3^o de normen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit bepaald in artikel 35 ;

4^o de evolutie van de gemiddelde anciënniteit van het personeel die overeenstemt met de normen van het gesubsidieerde kader van de dienst, waarbij deze evolutie, voor elke periode van drie jaar, een verhoging van drie jaar niet mag overschrijden.

§ 2. Het bedrag verkregen met toepassing van paragraaf 1 wordt verhoogd met 61,89% om de wettelijke werkgeversbijdragen en andere wettelijke aanvullende voordelen te dekken.

§ 3. De Dienst trekt van zijn subsidies, volgens de door hem vastgestelde nadere regels, het equivalent af van de regionale werkgelegenheidssteun waarvan de dienst voor zijn personeel geniet en die deel uitmaakt van de personeelsnormen bedoeld in artikel 10.

Personeel met een sociaal statuut van Maribel kan niet worden opgenomen in de personeelsnormen die door de Dienst worden gesubsidieerd.

Art. 33. Uiterlijk op 31 januari voorafgaand aan het verstrijken van de periode van drie jaar bezorgt de directie van de dienst de Dienst overeenkomstig de door hem vastgestelde voorwaarden de nodige gegevens om het bedrag van de voorlopige subsidie voor personeelskosten voor de volgende periode van drie jaar vast te stellen.

Vóór het begin van de periode van drie jaar berekent de Dienst, mits hij over alle voor de berekening vereiste gegevens beschikt, de provisionele subsidie voor de volgende periode van drie jaar en stelt hij de dienst hiervan zo spoedig mogelijk in kennis.

De personeelsleden die voor de berekening van de provisionele subsidie in aanmerking worden genomen, zijn titularis van een functie die voldoet aan de beheersnormen bedoeld in artikel 10 en die op 31 december van het tweede jaar van de periode van drie jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de subsidie wordt berekend, in het personeelsregister zijn ingeschreven.

De titularis van een betrekking die voldoet aan de normen en van de functies van artikel 10 is de persoon die aangeworven is om die functie te vervullen, zelfs als hij of zij tijdelijk afwezig is.

De provisionele toelage wordt berekend op basis van de anciënniteit van het personeel op 1 juli van het tweede jaar van de driejarige periode waarvoor de subsidie wordt berekend.

Wanneer een betrekking van het gesubsidieerde kader vacant is, wordt deze gesubsidieerd op basis van de baremaschaal die overeenkomt met 5 jaar anciënniteit.

Art. 34. In geval van een wijziging in het aantal gesubsidieerde opnames wordt de provisionele subsidie voor personeelskosten die aan de dienst wordt toegewezen, aangepast vanaf de datum waarop de wijziging in werking treedt.

Art. 35. Voor de berekening van de provisionele subsidie voor personeelskosten wordt de anciënniteit bepaald aan de overeenkomstig de volgende normen :

1° behalve voor het administratief en intendance-personeel bedoeld in artikel 10, is de anciënniteit gelijkwaardig aan eerdere effectieve of wettelijk gelijkgestelde diensten uitgevoerd bij een werkgever die is goedgekeurd of erkend door een overheidsdienst in het kader van activiteiten die vooral gericht zijn op kinderen en jongeren.

2° voor het administratief en intendance-personeel bedoeld in artikel 10, is de anciënniteit gelijkwaardig aan het geheel van de eerdere effectieve diensten bij elke werkgever in een gelijkwaardige functie.

3° de hele anciënniteit van een personeelslid blijft behouden in geval van bevordering tot een andere rang of in geval van verandering van functie of van dienst, behalve wanneer het personeelslid een andere functie dan een administratieve of intendance functie aanvaardt nadat het een dergelijke functie heeft uitgeoefend;

4° de kalendermaanden waarvan de werkdagen niet volledig gedekt zijn door prestaties vastgesteld op basis van één of meer arbeidsovereenkomsten, worden niet in aanmerking genomen;

5° voor elke volledige maand prestaties wordt één maand geldelijke anciënniteit berekend, ongeacht het gepresteerde uurstel;

6° periodes van voltijds tijdskrediet, met een maximum van één jaar, worden voor de berekening van de anciënniteit gelijkgesteld met een periode van werkelijke arbeid;

7° periodes van onbetaald verlof, tot een maximum van vijftien dagen per jaar, worden voor de berekening van de anciënniteit als een periode van werkelijke arbeid beschouwd;

8° het attest van de vorige werkgever met vermelding van de uitgeoefende functie, de precieze gewerkte periode en het aantal gewerkte uren per week vormt het vereiste document om het bestaan van de opgeëiste prestaties te bewijzen.

Art. 36. Voor de verantwoording van de personeelskosten zijn de uitgaven voor alle in artikel 10 opgesomde functies subsidiabel, met inbegrip van de uitgaven voor boventalig personeel overeenkomstig de normen, op voorwaarde dat het personeel de in artikel 11 bedoelde kwalificaties heeft.

Deze in aanmerking komende uitgaven zijn als volgt:

1° de betaling van de bezoldigingen en voordelen berekend volgens de barema's bepaald op basis van de regelgevingen en collectieve arbeidsovereenkomsten van toepassing in het kader van de Paritaire Subcommissie voor de onderwijs- en verblijfinstellingen en diensten van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, met inbegrip van de geldelijke anciënniteit berekend op basis van de normen van artikel 35 ;

2° betaling van wettelijke en verplichte werkgeverslasten met betrekking tot de bezoldiging en betaling van de wetsverzekering;

3° de betaling van de lasten van het enkelvoudig en dubbel vakantiegeld voor het jaar dat aan het betrokken boekjaar voorafgaat; in geval van definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst worden de lasten van het vakantiegeld voor het jaar van stopzetting in aanmerking genomen voor de berekening van de definitieve subsidie voor het jaar van stopzetting;

4° de toekenning van bijkomende voordelen in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomsten van de voornoemde paritaire subcommissie;

5° indien de inrichtende overheid een publiekrechtelijke rechtspersoon is, de bijkomende bezoldigingen en voordelen voorzien in de algemene regeling die van toepassing is op alle personeelsleden krachtens het statuut van de entiteit;

6° de betaling van de opzegkosten, al dan niet gepresteerd, tot de duur bepaald door de voormelde paritaire subcommissie of door de statuten van de inrichtende overheid in geval van een publiekrechtelijke rechtspersoon, behalve in geval van definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst wegens de fout van de inrichtende macht of de directie:

a) wanneer de opzeggingstermijn door de bevoegde rechtbank wordt verlengd nadat het personeelslid beroep heeft ingesteld, beslist de Dienst of de door voornoemde rechtbank vastgestelde extra kosten geheel of gedeeltelijk in aanmerking worden genomen;

b) als de opzegging wordt gedaan wegens definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst, wordt er alleen rekening mee gehouden als die gepresteerd wordt tot het einde van de activiteiten;

c) in geval van intrekking van de erkenning door de Dienst wordt de definitieve subsidie aangepast om de betaling van de opzeggingstermijnen die de dienst na het einde van de erkenning heeft vervuld, te dekken, op voorwaarde dat het correcte gebruik van de definitieve subsidie is gewaarborgd en na aftrek van eventuele onverschuldigde bedragen; in geval van misbruik van de subsidie kan het bedrag dat is betaald om de betaling van de opzeggingstermijnen te dekken, worden teruggevorderd van het eigen vermogen ;

7° de betaling van administratieve en boekhoudkundige prestaties bedoeld in 10°, 11°, 12° en 14° van artikel 38, binnen de perken vastgesteld door deze bepalingen, indien deze prestaties niet inbegrepen zijn om de subsidie voor werkingskosten te rechtvaardigen;

8° de betaling van de bruggpensioenvergoeding ;

9° de personeelskosten in verband met betrekkingen die ingevuld worden in het kader van federale en regionale tewerkstellingssteunprogramma's;

10° de prestaties verricht door uitzendkrachten ;

11° het gedeelte van de bezoldigingen en lasten dat betrekking heeft op de personeelsleden buiten erkend kader, in voorkomend geval na aftrek van andere financieringen.

Sectie IV. — Subsidie voor werkingskosten

Art. 37. De erkende dienst ontvangt van de Dienst de subsidie bedoeld in artikel 27 voor werkingskosten ten bedrage van 8 293,07 euro, geïndexeerd per gesubsidieerde opvang.

In geval van een verhoging of verlaging van de goedgekeurde capaciteit in de loop van een periode van drie jaar, wordt de subsidie bedoeld in het eerste lid aangepast aan de datum van de wijziging.

Art. 38. De uitgaven die de werkingssubsidie rechtvaardigen, zijn als volgt:

1° de kosten voor het gebruik van gebouwen, in het bijzonder huurprijzen waarvoor huurcontracten worden geregistreerd en aan derden worden betaald, huurkosten die aan derden worden betaald, kosten voor brandveiligheid, verhuiskosten en bewakingskosten ;

2° wanneer de inrichtende macht eigenaar is van de gebouwen die zij in gebruik neemt of beschikt over een zakelijk recht van minstens 27 jaar, de dotatie voor de afschrijvingen op vaste activa die verband houden met deze gebouwen, waarvan het afschrijvingspercentage op 3,33% is vastgelegd;

3° wanneer de inrichtende macht een huurovereenkomst heeft waarvan de duur minstens gelijk is aan de duur van de afschrijvingen, de dotatie voor de afschrijvingen op de vaste activa die betrekking heeft op de grote werken waarvan het afschrijvingspercentage op 10 of 6,66% vastgesteld is.

4° de dotatie van de afschrijvingen op de vaste activa met betrekking tot meubilair, materieel en andere uitrusting, waarvoor het afschrijvingspercentage is vastgesteld op 20% voor vast en rollend materieel, kantoormeubilair en -uitrusting en 33,33% voor IT-uitrusting;

5° de dotatie van afschrijvingen op vaste activa met betrekking tot brevetten en computerlicenties, waarvan het afschrijvingspercentage op 33,33% vastgesteld is;

6° de kosten voor het onderhoud van de lokalen en hun inhoud, met inbegrip van de kosten voor kleine onderhoudswerken, evenals de kosten voor wasgoed, beddengoed en linnengoed;

7° water-, energie- en brandstofkosten ;

8° administratieve kosten die gemaakt worden in het kader van de toepasselijke reglementaire verplichtingen, met uitzondering van boetes, verwijlrenten, toeslagen en aanmaningskosten, behalve afwijking verleend door de Dienst;

9° verzekeringskosten die geen betrekking hebben op het personeel, in het bijzonder verzekering voor brand, diefstal, burgerlijke aansprakelijkheid, voertuigen, kantooruitrusting en IT, juridische bijstand;

10° honoraria en kosten van advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders die worden gemaakt om personeelsleden en de inrichtende macht te verdedigen in rechtszaken tegen begunstigden van de dienst;

11° de honoraria voor het controleren of certificeren van de jaarrekening, voortvloeiend uit de toepassing van artikel 12, 2° ;

12° de honoraria voor administratieve en boekhoudkundige taken die nodig zijn voor de goede werking van de dienst of de naleving van de erkenningsvoorwaarden;

13° de bedragen betaald aan plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen en uitzendkantoren voor eenmalige taken die niet tot de taken van de personeelsleden van het erkende kader behoren;

14° sociaal secretariaatskosten, d.w.z. kosten in verband met de berekening van salarissen, formaliteiten in verband met de uitbetaling van salarissen en uit te voeren in het kader van de sociale en fiscale wetgeving, logistieke en juridische ondersteuning;

15° de bijdragen betaald aan de representatieve organisaties van diensten, tot een maximumbedrag van 187,75 euro per inrichtende macht, per jaar en per voltijds equivalent dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de provisionele subsidies van de dienst;

16° de kosten van de voortgezette opleiding en begeleiding van het personeel van de dienst, die, wat de voortgezette opleiding betreft, overeenkomen met hetzij een specialisatieopleiding ten opzichte van de uitgeoefende functie en het niveau ervan, hetzij de deelname aan symposia, conferenties, congressen, seminaries en studiedagen, tot maximaal 20% van de jaarlijkse subsidie voor werkingskosten;

17° de reis- en verplaatsingskosten van het personeel, de begeleiders en de opleiders, in België of in de buurlanden, op basis van het bedrag per kilometer dat van toepassing is op de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Voor reiskosten naar het buitenland is de toestemming van de Dienst vereist. Deze overeenkomst kan in principe jaarlijks zijn en een reeks uitgaven dekken;

18° reclame-, publiciteits- en documentatiekosten, inclusief kosten in verband met de opvang van jongeren en hun families;

19° kosten in verband met het gebruik van voertuigen, met inbegrip van een uitgebreide verzekering en, indien van toepassing, de extra kosten van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor voertuigen die voor beroepsdoeleinden worden gebruikt;

20° kosten voor afvalverwijdering;

21° de kosten van materieel voor psychosociale en educatieve activiteiten;

22° bankkosten en leningskosten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst, binnen het kader van zijn erkenning;

23° de directe en indirecte taksen en belastingen die betrekking hebben op de activiteit van de dienst binnen het toepassingsgebied van zijn erkenning;

24° de representatiekosten, tot een maximum van 1529,93 euro per dienst;

25° tolkosten die niet gedekt worden door een andere subsidiërende instantie.

Wanneer de inrichtende overheid een publiekrechtelijke rechtspersoon is, wordt de interne facturatie van de administratieve kosten bedoeld in het eerste lid, 8°, aanvaard tot maximaal één voltijds equivalent directeur met vijf jaar anciënniteit, zoals voorzien in de personeelsnormen die van toepassing zijn op de dienst, en die niet in loondienst is.

Interne facturatie voor honoraria met betrekking tot de administratieve en boekhoudkundige taken bedoeld in het eerste lid, 12°, wordt aanvaard tot een jaarlijks maximumbedrag van :

- 1° 18.359,10 euro voor een erkend kader met minder dan 16 voltijdse equivalenten;
- 2° 30.598,50 euro voor een erkend kader met minstens 16 voltijdse equivalenten.

Interne facturen met betrekking tot de sociale secretariaatskosten bedoeld in het eerste lid, 14°, worden aanvaard zonder belasting op de toegevoegde waarde.

Afdeling V. — De definitieve subsidie

Art. 39. § 1. De definitieve subsidie wordt aan het einde van de periode van drie jaar door de Dienst vastgesteld na analyse van de verantwoording voor personeels- en werkingkosten.

§ 2. Als het gecumuleerde bedrag van de subsidiabele personeelskosten en de subsidiabele werkingskosten lager is dan de gecumuleerde subsidie voor personeelskosten en werkingskosten, zal de Dienst de niet-gerechtigde bedragen terugvorderen door ze in mindering te brengen op de voorschotten voor de volgende periode van drie jaar.

Wanneer de Dienst onverschuldigde bedragen terugvordert, kan de directie van de dienst binnen twee maanden nadat zij van de beslissing van de Dienst in kennis is gesteld, per aangetekende brief verzoeken om herziening van het bedrag of de terugvorderingstermijnen.

In geval van weigering zal de Dienst zijn beslissing motiveren.

De terugvordering van onverschuldigde bedragen wordt opgeschort tot het einde van de beroepstermijn of tot de beslissing van de ONE over het beroep.

De directie stelt de werknemersvertegenwoordigers binnen een maand na ontvangst van de kennisgeving van de Dienst over de terugvordering van onverschuldigde bedragen op de hoogte.

§ 3. De toegekende subsidies mogen in geen geval deel uitmaken van de eigen middelen van de dienst.

§ 4. De financiële middelen die de dienst verkrijgt op basis van de opdrachten waarvoor de dienst is erkend, anders dan door middel van de subsidies waarnaar in dit besluit of door andere regelgevingen wordt verwezen, worden gebruikt om zijn opdrachten uit te voeren.

De bestemming van de financiële middelen bedoeld in het eerste lid wordt door de Dienst gecontroleerd.

§ 5. In het geval van financiering door een andere subsidiërende instantie, kunnen dezelfde kosten het gebruik van meerdere subsidies niet rechtvaardigen.

§ 6. Als een dienst haar activiteiten stopzet, worden eventuele ongerechtvaardigde bedragen onmiddellijk teruggevorderd door middel van een verzoek tot terugbetaling.

Sectie VI. — Indexering

Art. 40. § 1. De subsidie voor personeelskosten bedoeld in artikel 32 wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, zoals gewijzigd.

Het bedrag van deze subsidie is gekoppeld aan de spilindex 125,60, wat overeenkomt met een basis van 100 in 2013.

§ 2. De subsidie voor werkingskosten bedoeld in artikel 37 en de indexeerbare bedragen bedoeld in artikel 38 worden elk jaar geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, zoals gewijzigd.

Het bedrag van deze subsidie is gekoppeld aan de spilindex 125,60, wat overeenkomt met een basis van 100 in 2013.

§ 3. De bedragen bedoeld in artikel 28 worden met 2% verhoogd voor elke nieuwe indexering na 1 januari 2024. De datums van indexeringen worden bepaald met toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de publieke schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, zoals gewijzigd;

§ 4. De bedragen bedoeld in artikel 29 worden geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, zoals gewijzigd.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 125,60, wat overeenkomt met een basis van 100 in 2013. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025, met uitzondering van artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2023.

Brussel, 5 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD